

de la Congrégation «**INSTITUT MISSIONNAIRE COMBONIEN DU CŒUR DE JESUS AU TOGO**», les personnes dont les noms suivent :

Révérend Père **MIANTE Girolamo**..... Président  
 Révérend Père **P. Nordjoe Yao DJODJO**..... Vice-président  
 Révérend Père **GUIVI Yaovi Benjamin**..... Membre  
 Révérend Père **P. TASIAME John Kofi**..... Membre  
 Révérend Frère **Oscar José Araújo Gomes da Cunha**..... Membre

**Art. 2** : Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 28 décembre 2012

Le ministre de l'Administration territoriale, de la  
 Décentralisation et des Collectivités locales,  
**Gilbert BAWARA**

**ARRETE N°001/2013/MPF/CAB/SG DU  
 31 JANVIER 2013 PORTANT ORGANISATION DU  
 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME**

**LA MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME,**

Vu le décret n° 2011-178/PR du 07 décembre 2011 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2012-051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement, modifié par le décret n°2012-060/PR du 24 août 2012 ;

Vu l'accord du Premier ministre en date du 20 décembre 2012,

**ARRETE :**

**CHAPITRE I<sup>er</sup> - DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier** : Le présent arrêté fixe l'organisation du ministère de la Promotion de la Femme conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels.

**Art. 2** : Le ministère de la Promotion de la Femme comprend :

- le cabinet ;
- les services rattachés au ministre ;
- l'administration centrale ;
- les services extérieurs ;
- les institutions et organismes rattachés.

**CHAPITRE II - LE CABINET**

**Art. 3** : Le cabinet du ministre est constitué :

- du directeur de cabinet ;
- du conseiller technique ;
- du chargé de mission ;
- du conseiller en communication ;
- de l'attaché de cabinet ;
- du chef du secrétariat particulier.

**Section 1<sup>re</sup> : Le directeur de cabinet**

**Art. 4** : Le directeur de cabinet veille à l'exécution des directives du ministre. Il anime, coordonne et supervise les activités du cabinet. Il peut recevoir du ministre, délégation de signature par arrêté, pour des actes relevant des attributions du département.

L'arrêté de délégation en précise les limites.

**Section 2 : Les autres membres du cabinet**

**Art. 5** : Le conseiller technique procède à des études et élabore, en relation avec la politique du département, des notes, avis et propositions sur les dossiers qui lui sont confiés par le ministre.

**Art. 6** : Le chargé de mission assure une mission spéciale du département définie par arrêté du ministre.

**Art. 7** : Le conseiller en communication traite toutes les questions en rapport avec la communication et la presse.

**Art. 8** : L'attaché de cabinet exécute les tâches d'appui aux membres du cabinet et l'étude de dossiers confiés par le ministre.

**Art. 9** : Le chef du secrétariat particulier gère les affaires réservées du ministre.

Il a rang de chef de division.

**Section 3 : Les services rattachés au cabinet**

**Art. 10** : Sont directement rattachés au ministre :

- l'inspecteur des services du ministère de la Promotion de

la Femme

- la personne responsable des marchés publics ;
- la commission de passation des marchés publics,
- la commission de contrôle des marchés publics.

**Art. 11 :** L'inspecteur des services du ministère de la Promotion de la Femme est chargé, sous l'autorité du ministre, de :

- vérifier l'efficacité de la gestion des activités de l'ensemble des services du département et des institutions et organismes rattachés et leur conformité avec les lois et règlements en vigueur, la politique et les plans d'actions du secteur ;
- constater les irrégularités commises en matière de gestion administrative, financière et technique et les porter à l'attention du ministre qui en informe les organes spécialisés de l'Etat et prend à cet effet les mesures appropriées ;
- évaluer les résultats effectivement acquis, analyser les écarts par rapport aux prévisions et suggérer les mesures de redressement nécessaires ;
- proposer au ministre des mesures correctives et, éventuellement, des sanctions.

L'inspecteur a le pouvoir d'intervenir dans les structures du département chargées de l'administration générale et celles qui sont responsables des aspects techniques sectoriels.

L'inspecteur des services du ministère de la Promotion de la Femme est un administrateur civil totalisant au moins quinze (15) ans d'expérience. Il doit avoir occupé au moins un poste de directeur de l'administration centrale et disposer d'une excellente connaissance des services du ministère où il est nommé.

**Art. 12 :** La personne responsable des marchés publics, coordonne les activités des commissions des marchés publics instituées au sein du département, notamment, celles de la commission de passation des marchés publics et de la commission de contrôle des marchés publics.

Elle assure également l'interface avec les responsables des autres départements ministériels concernés et la direction nationale du contrôle des marchés publics.

**Art. 13 :** La commission de passation des marchés publics est chargée, conformément au code des marchés publics et délégations de service public, de la préparation des dossiers d'appel d'offres, des opérations d'ouverture et d'évaluation des offres et des propositions.

**Art. 14 :** La commission de contrôle des marchés publics est chargée, conformément au code des marchés publics et délégation de services publics, du contrôle a priori de la régularité de la procédure de passation des marchés publics et délégations de service public, depuis la phase de planification jusqu'à l'attribution du marché ou de la délégation.

### CHAPITRE III - L'ADMINISTRATION CENTRALE

**Art. 15 :** L'administration centrale du ministère de la Promotion de la Femme comprend :

- le secrétariat général ;
- la Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF) ;
- la Direction de la Promotion de l'Equité et l'Egalité de Genre (DPEEG) ;
- la Direction de la Planification, du Suivi-Evaluation et des Recherches (DPSER).

#### Section 1<sup>re</sup> : Le secrétariat général

**Art. 16 :** Le secrétariat général est l'organe de coordination, de gestion technique et administrative du département. Il est placé sous l'autorité d'un secrétaire général.

Le secrétariat général est chargé notamment de :

- assurer la coordination administrative et technique des directions centrales, des structures décentralisées et des institutions spécialisées ;
- assurer les relations avec les structures techniques des autres ministères et organismes rattachés ;
- coordonner, animer et superviser le fonctionnement des directions, services externes et spécialisés placés sous son autorité ;
- coordonner la planification, le suivi et l'évaluation des activités du ministère ;
- coordonner la préparation des budgets et la participation du ministère aux conférences budgétaires ;
- organiser la circulation interne de l'information et veiller au respect du canal hiérarchique de communication et de prise de décision par tout le personnel ;
- gérer, en liaison avec le directeur des affaires administratives et financières, les ressources humaines, financières et matérielles du ministère.

Délégation de signature peut être donnée au secrétaire général par arrêté pour toutes les affaires que le ministre voudra bien lui confier.

#### Section 2 : La direction des affaires administratives et financières

**Art. 17 :** La direction des affaires administratives et financières est chargée de :

- assurer la gestion du personnel et le développement de ses capacités ;
- assurer l'élaboration des budgets du ministère et faciliter leur mise en œuvre ;



- assurer l'approvisionnement et la gestion du matériel du ministère.

**Art. 18 :** La direction des affaires administratives et financières est composée de deux (2) sections :

- la section de la gestion des ressources humaines ;
- la section de la comptabilité et des finances

**Art. 19 :** La section de la gestion des ressources humaines est chargée de :

- favoriser une politique axée sur le développement du plan de carrière ;
- veiller à maintenir un climat social sain au sein du département ;
- gérer la situation administrative des ressources humaines du ministère ;
- développer un programme de renforcement des compétences du personnel.

**Art. 20 :** La section de la comptabilité et des finances a pour tâches de :

- élaborer les budgets du ministère ;
- établir et tenir à jour les écritures des affectations de crédits, des engagements de dépenses relatives aux différentes activités du ministère ;
- produire les documents financiers requis ;
- élaborer et mettre en œuvre les plans d'acquisition de biens et services tenir les registres de la comptabilité matière ;
- élaborer, en rapport avec les divisions concernées, les termes de référence et cahiers de charge des marchés soumis ;
- préparer les contrats de prestation de services et d'acquisition de biens.

### **Section 3: La direction de la promotion de l'équité et l'égalité de genre**

**Art. 21 :** La direction de la promotion de l'équité et l'égalité de genre est chargée de :

- soutenir techniquement l'intégration du genre dans les institutions publiques et privées y compris la prise en compte des besoins différenciés des hommes et des femmes dans les politiques, programmes et projets ;
- développer les capacités en genre des acteurs de la mise en œuvre de la politique nationale de l'équité et l'égalité de genre ;
- renforcer le leadership du Togo dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris aux niveaux régional et international en faveur de la promotion de la femme et

de l'égalité de genre ;

- développer un partenariat dynamique avec les acteurs nationaux et internationaux en faveur de la promotion du genre pour un développement durable ;
- renforcer le plaidoyer et le lobbying en direction des organisations sous-régionales, régionales et internationales en faveur (i) de la promotion de la femme et de l'égalité de genre, (ii) de la mobilisation des ressources humaines et financières pour la mise en œuvre de la PNEEG ;
- promouvoir l'autonomisation des femmes ;
- promouvoir la valorisation du statut de la femme ;
- produire chaque année un rapport de situation sur l'égalité de genre au Togo ;
- produire un rapport semestriel d'activités.

**Art. 22 :** La direction de la promotion de l'équité et l'égalité de genre comprend trois (3) sections :

- la section d'appui aux acteurs de formation et de relations publiques ;
- la section de promotion socio-économique et de leadership ;
- la section de promotion des droits de la femme et de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG).

**Art. 23 :** La section d'appui aux acteurs, de formation et de relations publiques a pour mission de soutenir l'intégration du genre dans les ministères sectoriels et la prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans leurs interventions politiques, programmes, projets et budgets.

Elle a également pour mission de soutenir l'intégration du genre dans les interventions des organisations de la société civile et des partenaires techniques et financiers.

A cet effet, elle a pour tâches de :

- appuyer la réalisation des audits techniques des capacités institutionnelles du genre des ministères sectoriels et autres acteurs ;
- soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'institutionnalisation du genre dans les ministères et autres acteurs ;
- élaborer une stratégie de partenariat entre le mécanisme gouvernemental et les organisations nationales, régionales et internationales en soutien au genre ;
- assurer la visibilité des bonnes pratiques du pays en matière d'égalité entre les sexes pour étayer les stratégies d'intervention à développer en vue de promouvoir l'équité et l'égalité de genre ;
- concevoir et mettre en œuvre un programme de sensibilisation et de formation en genre des différents acteurs ;
- concevoir et mettre en œuvre un plan de



communication pour un engagement effectif des parties prenantes (décideurs, acteurs et bénéficiaires) à la politique du gouvernement en matière d'équité et d'égalité de genre.

**Art. 24 :** La section de promotion socio-économique et de leadership est chargée de :

- renforcer le pouvoir économique des femmes, en relation avec les départements ministériels et ONG spécialisées ;
- promouvoir l'accès et l'accessibilité des femmes aux facteurs de production, à la technique et à la technologie ;
- mener des études sur les créneaux aux niveaux national et régional ;
- concevoir et mettre en œuvre un programme de promotion du leadership des femmes ;
- soutenir la scolarisation des filles et leur accès dans les filières scientifiques, techniques et professionnelles ;
- élaborer des stratégies d'encouragement au maintien des filles à l'école ;
- soutenir l'alphabétisation des femmes ;
- soutenir l'éducation et la formation professionnelle des jeunes filles et des femmes ;
- promouvoir l'adoption de comportements favorables à la valorisation du statut social de la femme et au renforcement de sa capacité d'action ;
- produire un rapport semestriel d'activités.

**Art. 25 :** La section de promotion des droits de la femme et de lutte contre les violences basées sur le genre est chargée de :

- recenser et vulgariser les textes sur les droits et responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et dans la société ;
- mener un plaidoyer soutenu pour l'effectivité de l'application des textes ;
- mener une étude pour identifier les discriminations contenues dans la législation nationale et proposer, en relation avec les ministères concernés, les projets de lois correspondants ;
- appuyer la mise en place de services d'information et de conseil juridiques destinés aux victimes de violences, en partenariat avec les acteurs judiciaires ;
- mettre en œuvre la stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre.

#### **Section 4 : La direction de la planification, du suivi-évaluation et des recherches**

**Art. 26 :** La direction de la planification, du suivi-évaluation et des recherches a pour mission de soutenir le secrétariat général dans ses missions de coordination, de planification, de suivi-évaluation des activités du ministère et de la mise

en œuvre de la PNEEG.

A cet effet, elle a pour tâches, entre autres, de :

- superviser les activités relatives à la planification, au suivi-évaluation et aux recherches ;
- proposer des modalités de renforcement des capacités techniques des cadres du ministère à la maîtrise des outils d'intégration du genre, de planification axée sur les résultats et de programmation budgétaire sensible au genre ;
- recenser et étudier les divers rapports d'activités des services du ministère ;
- mettre en place, en relation avec la direction nationale des statistiques et les ministères sectoriels, un système d'information en genre et développement aux niveaux national, régional et international ;
- organiser, en relation avec les directions techniques, des tables rondes avec les partenaires techniques et financiers.

Elle produit semestriellement un rapport de situation.

**Art. 27 :** La direction de la planification comprend trois (3) sections :

- la planification, du suivi-évaluation et des recherches
- la section de la planification et des statistiques ;
- la section des études et des recherches ;
- la section du suivi-évaluation des secteurs et des cadres de référence.

**Art. 28 :** La section de la planification et des statistiques est chargée de :

- doter le ministère des outils de planification nécessaires à la conduite de ses missions ;
- définir les cadres et mécanismes de planification ;
- élaborer les outils de planification du ministère : cadre logique, cadre des résultats, matrice d'actions à moyen terme de la PNEEG et plans d'actions annuels du ministère ;
- appuyer les directions dans l'élaboration des plans de travail annuels ;
- participer, en relation avec les directions techniques et la DAAF, aux processus de formulation et de programmation du DSRP et des cadres de coopération des partenaires techniques et financiers.

**Art. 29 :** La section des études et des recherches est chargée de :

- mener des études sur les déterminants socioculturels au Togo ;
- mener des études, enquêtes et recherches destinées à une meilleure maîtrise des disparités de genre ainsi que des approches et bonnes pratiques pour les éliminer ;
- réaliser, en partenariat avec les secteurs et la direction nationale de la statistique, des enquêtes ponctuelles sur l'évolution de la situation de l'équité et de l'égalité de genre ;
- mener des enquêtes ponctuelles sur l'évolution des violences basées sur le genre au Togo.
- produire un rapport semestriel d'activités.

**Art. 30 :** La section de suivi-évaluation des secteurs et des cadres de référence est chargée de :

- suivre et évaluer la mise en œuvre de la PNEEG ;
- suivre et évaluer les cadres et mécanismes de planification du ministère ;
- suivre et évaluer les études, enquêtes et recherches destinées à une meilleure maîtrise des disparités de genre ;
- élaborer et exécuter, en relation avec les directions techniques, le plan de suivi-évaluation des activités du ministère et de la mise en œuvre de la PNEEG ;
- assurer le suivi et l'évaluation de la prise en compte du genre dans les ministères sectoriels et autres acteurs ;
- organiser annuellement la revue du plan d'actions du ministère et l'actualisation de la matrice d'actions à moyen terme de la PNEEG ;
- organiser les revues périodiques de la mise en œuvre de la PNEEG ;
- assurer le suivi de l'application des mesures d'équité et d'égalité de genre dans les cadres de référence en matière de développement et de droit ;
- produire un rapport semestriel d'activités.

#### CHAPITRE IV : LES SERVICES EXTERIEURS

**Art. 31 :** Le ministère de la Promotion de la Femme dispose dans chaque région de direction régionale du genre et de la promotion de la femme.

La direction de Lomé-commune est assimilée à une direction régionale.

**Art. 32 :** Les directions régionales du genre et de la promotion de la femme sont chargées, sur la base des orientations nationales de :

- exécuter des programmes régionaux de promotion

de la femme ; coordonner toutes les activités liées à la promotion de la femme et du genre ;

- faire le suivi de l'exécution des activités du ministère ;
- assurer le suivi des actions des ONG intervenant dans les domaines promotion de la femme et du genre ;
- produire un rapport semestriel d'activités.

**Art. 33 :** Chaque direction régionale du genre et de la promotion de la femme comprend trois (3) sections.

- la section des affaires administratives et financières ;
- la section de la promotion de l'équité et l'égalité de genre ;
- la section de la planification, du suivi-évaluation et des recherches.

#### CHAPITRE V : LES ORGANISMES RATTACHES

**Art. 34 :** Les organismes, ci-après, de formes diverses et régis par des dispositions spéciales ou de statuts particuliers, sont rattachés au ministère de la Promotion de la Femme. Ils relèvent de la tutelle du ministre

- le centre d'éducation et de formation des femmes de Landa ;
- le centre de tissage de Dapaong.

**Art. 35 :** Le ministre peut donner délégation au secrétaire général, à l'effet d'assurer la coordination, l'animation et la supervision des organismes rattachés au ministère.

#### CHAPITRE VI : LES NOMINATIONS AUX EMPLOIS

**Art. 36 :** Le directeur de cabinet est nommé par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre de la Promotion de la Femme.

Un rapport d'enquête de moralité diligentée par les services compétents et le curriculum vitae sont joints à la proposition.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

**Art. 37 :** Le conseiller technique, le chargé de mission, le conseiller en communication ou l'attaché de presse, l'attaché de cabinet et le chef de secrétariat particulier sont nommés par arrêté du ministre de la promotion de la femme.

Le projet d'arrêté est transmis au Premier ministre pour accord ; il est accompagné d'un rapport d'enquête de moralité diligentée par les services compétents, d'un curriculum vitae détaillé de chacune des personnes choisies.



**Art. 38 :** Les fonctions d'attaché de cabinet et de chef du secrétariat particulier cessent, de plein droit, en cas de remaniement, de recomposition ou démission du Gouvernement.

Les fonctions des autres membres du cabinet prennent fin après accord du Premier ministre, conformément aux formes et procédures qui ont prévalu à leur nomination.

**Art. 39 :** Le secrétaire général et les directeurs sont nommés par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre de la Promotion de la Femme.

**Art. 40 :** L'inspecteur des services du ministère de la promotion de la femme est nommé et révoqué par décret en conseil des ministres.

**Art. 41 :** Les directeurs des services régionaux sont nommés par décret du président de la République.

**Art. 42 :** Les chefs de division et de section sont nommés par arrêté du ministre. Les nominations par arrêté sont faites avec l'accord du Premier ministre.

Le projet d'arrêté est transmis au Premier ministre; il est accompagné d'un rapport d'enquête de moralité diligentée par les services compétents, d'un curriculum vitae détaillé de chacune des personnes choisies.

## CHAPITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

**Art. 43 :** Les ampliations des actes du ministre de la Promotion de la Femme sont signées par le secrétaire général du ministère.

Copie en est adressée au secrétariat général du gouvernement.

**Art. 44 :** Le secrétaire général du ministère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 31 janvier 2013

La ministre de la Promotion de la Femme  
**Ayawavi Djigbodi DAGBAN-ZONVIDE**

### ARRETE N° 001 / MJRIR/CAB DU 24 JANVIER 2013 ACCORDANT LIBERATION CONDITIONNELLE

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice chargé des Relations avec les Institutions de la République

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 83-1 du 2 mars 1983 instituant code de procédure pénale notamment en ses articles 511 à 514 ;

Vu le décret n° 2012-004 / PR du 29 février 2012, portant attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2012-051/PR du 20 juillet 2012, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012, portant composition du gouvernement ;

Vu la proposition aux fins de libération conditionnelle en date du 17 janvier 2013 introduite par le Procureur général près la Cour d'appel de Lomé en faveur du nommé **KAO Djoua Koffi**, détenu à la prison civile de Lomé, jugé et condamné par le tribunal correctionnel de Kpalimé le 19 septembre 2010 ;

### ARRETE :

**Article premier :** Une liberté conditionnelle est accordée à monsieur **KAO Djoua Koffi** détenu à la prison civile de Lomé.

**Art. 2 :** Pendant le temps de peine restant à courir, l'intéressé devra se soumettre à une mesure de contrôle judiciaire par sa présentation une fois tous les deux mois au Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Kpalimé.

Le non respect de cette disposition entraîne la révocation de la mesure.

**Art.3 :** Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Garde des Sceaux, ministre de la Justice chargé des  
Relations avec les Institutions de la République  
**M<sup>e</sup> Tchitchao TCHALIM**

### COURS SUPREME DU TOGO

#### AVIS JURIDIQUE du 17 janvier 2013

**SUR L'ACCORD ENTRE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, LE FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE CONCERNANT L'ETABLISSEMENT DU BUREAU NATIONAL DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ET DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**LE PRESIDENT DE LA COUR SUPREME, SOUSSIGNE,**

Saisi par le ministre de l'Economie et des Finances par